

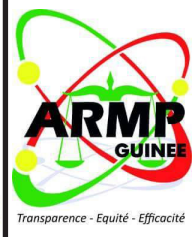


PROMOTION D'UNE EXPLOITATION MINIÈRE DURABLE ET RESPONSABLE

L'ANAIM a pour mission de planifier, concevoir et réaliser des infrastructures adaptées aux besoins du secteur minier, en veillant à leur intégration harmonieuse dans l'environnement et en favorisant le développement économique local.



Journal des Appels d'Offres & Offres d'Emplois



N°801/ LUNDI 07 SEPTEMBRE 2026

Hebdomadaire / www.jaoguinee.com

Prix : 3000 GNF

APPELS D'OFFRES



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET BUDGET

- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/03
- AVIS D'APPEL D'OFFRES.....P/04



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION, ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

- AVIS GENRAL DE PASSATION DES MARCHE.....P/08/09/10/11



MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES AGEROUTE

- COMMUNIQUE.....P/11



MINISTÈRE DE LA SANTE

- AVIS D'APPEL D'OFFRES RESTREINT.....P/12



MINISTÈRE DE L'ENERGIE (PIEGM)

- APPEL A MANIFESTATION D'INTERET.....P/13/14

PROGRAMME SIMANDOU 2040

Un pont vers la prospérité !

La Guinée, notre Paradis
TERRE DE RICHESSE ET D'INNOVATION



Guinée



ARSJPA

AUTORITÉ DE RÉGULATION DU SECTEUR DES JEUX ET PRATIQUES ASSIMILÉES

Un régulateur juste et équitable

Protection des joueurs Conformité légale Surveillance & Transparence Crédibilité & confiance

www.arsjpa.gov.gn

Autorité de Régulation Du Secteur Des Jeux Et Pratiques Assimilées

Conseil



Horoscope de la semaine du 7 septembre 2026

OFFRES D'EMPLOIS

COGINTA

Building safer communities. Promoting social justice. **COGINTA**

- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/05/06

ENASICO HOLDING

BÂTIR L'AVENIR, ENSEMBLE

ENASICO HOLDING

- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/07

MOTAENGIL

GUINEE SIMANDOU SARLU **MOTAENGIL**

- AVIS DE RECRUTEMENT.....P/07



NSIA TALENT'AVENIR 2026



Formation et immersion entreprise



Mentorats par des experts



Opportunités professionnelles

LES CANDIDATURES SONT OUVERTES !

8212 625 00 00 70 666 18 12 82

Suivez-nous



NSIA ASSURANCES

Le vrai visage de l'assurance

CONSEILS
DU JOUR

Amour, travail et argent: découvrez vos prédictions astrologiques pour la semaine du 7 au 13 septembre 2026, selon l'astronomie, signe par signe, par notre astrologue Ginette Blais.

N'oubliez pas de consulter aussi les prévisions pour votre ascendant lunaire pour 2026 afin de bien compléter vos prévisions. Souvent, votre signe lunaire est celui qui en dit le plus sur vous.

Quels sont les signes les plus chanceux cette semaine?

Le Lion - La chance vous sourit cette semaine, tant en amour que dans votre carrière.

Le Scorpion - Vous êtes bien entouré cette semaine.

Le Cancer - Vous menez vos projets à bon terme.

Vous souhaitez recevoir votre horoscope par courriel? Abonnez-vous à l'infolettre!

Horoscope pour le Bélier

Votre ascendant pour 2026: Lion

Amour

Votre intuition vous indique souvent quand le bon moment est venu pour désamorcer une crise ou un conflit. Un deuil, une séparation ou une rupture vous font encore mal.

Travail et argent

D'intéressantes nouvelles ajouteront un peu de piment à votre routine professionnelle. Vous mettrez tout en œuvre pour améliorer votre situation financière.

Horoscope Bélier: septembre sera votre mois le plus chanceux de l'année

Horoscope annuel Bélier 2026

Horoscope pour le Taureau

Votre ascendant pour 2026: Vierge

Amour

Vous adopterez une excellente approche pour exprimer vos insatisfactions et trouver des solutions intéressantes. L'un de vos petits-enfants a capturé votre cœur depuis qu'il est venu au monde.

Travail et argent

Vous aurez de la difficulté à accepter un refus ou à gérer des dates impossibles. Un rendez-vous sera reporté plus d'une fois.

Horoscope Taureau: septembre pourrait vous apporter l'amour et une occasion à ne

Horoscope de la semaine du 7 septembre 2026

pas manquer

Horoscope annuel 2026 pour le Taureau

Horoscope pour le Gémeaux

Votre ascendant pour 2026: Balance

Amour

N'ignorez pas votre pouvoir de séduction, il est fort et se manifestera au moment opportun. Vous n'avez peut-être pas encore rencontré la bonne personne.

Travail et argent

Vos idées sont si géniales que vous ne devriez pas les semer à tout vent. Quelqu'un pourrait même s'emparer de l'une d'entre elles. Sinon, vous trouverez un emploi intéressant.

Horoscope Gémeaux: une rencontre marquante et une décision libératrice vous attendent en septembre

Horoscope annuel 2026 pour le Gémeaux

Horoscope pour le Cancer

Votre ascendant pour 2026: Scorpion

Amour

Si la solitude vous semble lourde, ne vous inquiétez pas, car très bientôt votre vie amoureuse deviendra plus le fun à vivre. Les couples auront l'occasion de partager des moments privilégiés.

Travail et argent

Vous mènerez à bien vos projets, idées ou nouveaux concepts. En revanche, vous devez éviter d'étaler vos insatisfactions, puisqu'une oreille indiscrete pourrait vous nuire.

Horoscope Cancer: septembre pourrait marquer un tournant décisif

Horoscope annuel 2026 pour le Cancer

Horoscope pour le Lion

Votre ascendant pour 2026: Sagittaire

Amour

Quelqu'un partagera complètement votre vision de l'amour et aura les mêmes centres d'intérêt que vous. La divine Vénus veille sur votre vie amoureuse en ce sens-là!

Travail et argent

Vous vous lancerez dans de nouveaux projets professionnels, artistiques ou commerciaux. Vous êtes prêt à tout et votre endurance au travail est remarquable.

Horoscope Lion: septembre pourrait réserver une rencontre importante et de grands changements

Horoscope annuel 2026 pour le Lion

Horoscope pour la Vierge

Votre ascendant pour 2026: Capricorne

journaldesappelsdoffres@yahoo.fr / journaldesappelsdoffres@gmail.com

N° de compte B.I.G : 004 000 1571000601 67

J.A.O - N° 253/PR/TPI/K/C/2011 - ARRETE N°/2012/ 7132 MJ/CAB - BP/ 4034 Conakry / Quartier Sandervalia

ADMINISTRATEUR GENERAL

Directeur de Publication

Alpha Souleymane Bah "Fischer"
625 190 207

Directeur Général

Ahmed Chamsoudine Cherif
655 23 78 73 / 628 23 78 73

Secrétariat

Mame Diouf 621 672 636

Service Commercial

Mory Koné 611 33 17 45

Service vente abonnements

Aissatou Barry "Aye" : 622 200 169

Service Rubrique

Nadege camara 624 972 693

Service de production

Ibrahima Sory Bangoura 623831934

Service distribution

Laye Sangaré 625 624 893

COMPTABILITÉ & FINANCE

Mohamed Maciré Conté

625812714

MONTAGE /GRAPHISME

Fodé Abdoulaye Camara

" Moriah"

664 932 996 / 625 242 334

fodeabdoulayec07@gmail.com

Imprimerie

Vision 2000 Communication plus

L'Énigme

"On me trouve une fois dans une minute, deux fois dans un moment, mais jamais dans un siècle. Qui suis-je ?"

La Réponse

La lettre "M".

Minute contient une fois la lettre M.
Moment contient deux fois la lettre M.
Siècle ne contient pas du tout la lettre M.



N° 2454 MEFB/CAB/PRMP/2026

Conakry, le 01 SEP. 2026

Avis d'Appel d'Offres (AAO)
Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB)
AAO N° 004/MEFB/SG/DGI/PRMP/2026

1. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds, et a l'intention d'utiliser une partie pour effectuer des paiements au titre du Marché d'Achat de matériels informatiques en faveur de la Direction Générale des Impôts. Les matériels seront livrés à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans un délai de Trente (30) jours, soit un (01) mois après approbation et notification définitive du marché au titulaire.

2. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'achat de Matériels Informatiques.

3. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après: Monsieur Amadou BARRY, commune Kaloum Personne Responsable des Marchés Publics/ Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget téléphone: +224 628 30 78 71/Bureau numéro 403 au 4ème étage, commune Kaloum.

Les exigences en matière de qualification sont:

- Fournir un chiffre d'affaires annuel moyen des trois (03) derniers exercices égal ou supérieur au montant de l'offre (le montant du chiffre d'affaires est prouvé par la fourniture des états financiers certifiés des 3 dernières années par un Cabinet d'expertise comptable agréé en République de Guinée)
- Fournir une attestation de capacité financière d'un montant égal au moins à 100% du montant de l'offre (cette capacité financière est prouvée par une attestation de ligne de crédit, d'avoirs liquides ou de promesse de facilité de crédits délivrée par une banque ou un établissement de crédits agréé en République de Guinée).

Le Candidat doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci après:

- Fournir au moins deux (2) marchés de même nature pour un montant égal au moins à 80% du montant de l'offre exécutés au cours des trois (3) dernières années (la satisfaction de cette exigence est prouvée par la fourniture des procès-verbaux de réception définitive ou des attestations de bonnifin d'exécution ou des bons de livraison délivrés par les Autorités contractantes).
- La lettre de soumission (conforme au formulaire type dans Section III) signé et cachetée;
- L'habilitation de signataire de l'offre;
- Les bordereaux des prix unitaires signés et cachetés ;
- Les bordereaux des prix et des quantités signés et cachetés;
- L'originale de la garantie bancaire de soumission (conforme au modèle type dans la Section III ou chèque de banque ou chèque certifié) ;
- L'attestation de capacité financière d'un montant équivalent au moins à 100% du montant de l'offre (cette capacité financière est prouvée par une attestation de ligne de crédit, d'avoirs liquides ou de promesse de facilité de crédits délivrée par un établissement de crédits agréé en République de Guinée) ;
- La preuve de l'exécution d'au moins deux (02) marchés de même nature pour un montant égal au moins à 80% du montant de l'offre exécutés au cours des trois (03) dernières années (la satisfaction de cette exigence est prouvée par la fourniture des procès-verbaux de réception ou des attestations de bonne fin d'exécution délivrés par les Autorités compétentes);
- Le chiffre d'affaires annuel moyen des trois (03) derniers exercices égal ou supérieur au montant de l'offre (le montant du chiffre d'affaires est prouvé par la fourniture des états financiers certifiés par un Cabinet d'Expertise comptable agréé en République de Guinée).
- Les documents attestant que les fournitures sont conformes aux exigences du DAO (spécifications techniques);
- Le Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM).

- Le certificat de non faillite.
- Le quitus fiscal et le quitus social

Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet à l'adresse mentionnée ci-après: PRMP du Ministère du Budget; Amadou BARRY, Tél: (+224) 628 30 78 71/ 664 48 29 57/ adresse électronique: abarry@mbudget.gov.go et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget/PRMP/Bureau N°403 du Lundi au Jeudi de 10 heures 30 minutes à 15 heures 30 minutes à compter du 04 Septembre 2026 contre un paiement non remboursable de Quatre millions de Francs Guinéens (4 000 000 GNF).

7. Le paiement se fera dans les comptes ci-après, ouverts dans les livres de la Banque Centrale:

- 50 % au compte numéro 4111071 du receveur spécial du trésor ;
- 30 % au compte numéro 2011000407 de l'ARMP ;
- 20 % au compte de l'Autorité Contractante.

Le document d' Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés.

8. Les offres doivent être rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original, trois (03) copies et une version électronique sur clé USB à l'adresse ci-après Siège du Ministère du Budget/ Secrétariat de la Cellule de passation/Rez de-chaussée au plus tard le 06 Octobre 2026 à 10 h 00 min GMT.

9. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant, d'un observateur indépendant de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et d'un observateur de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) et, à l'adresse suivante: Salle de conférence du siège du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, au 5ème étage.

10. Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché versé sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres.

Aussi, les offres doivent également comprendre le paiement des frais d'immatriculation du contrat à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP), au taux de 0,3% du Montant Hors Taxes du marché, supporté systématiquement par le titulaire du contrat et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté A/2023/1252/MEF/CAB/SGG du 05 Avril 2023, modifiant l'arrêté A/2023/1057/MEF/CAB/SGG du 23 Mars 2023 portant attributions et organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP).

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission fixé à hauteur de 1,5% du montant de l'Offre. La validité de cette garantie est de 120 jours.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Date: Conakry, le

P/ La Ministre / P.O
Le Secrétaire Général


Amadou Tidiane TOURE

REPUBLIQUE DE GUINEE
TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DU BUDGET



N° 2454 / MEFB/CAB/PRMP/2026

Conakry, le 01 SEPT 2026

Avis d'Appel d'Offres (AAO)
Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB)
AAO N 005/MEFB/SG/CAB/PRMP/2026

1. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds, et a l'intention d'utiliser une partie pour effectuer des paiements au titre du Marché d'Achat de matériels informatiques en faveur du Cabinet du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB). Les matériels seront livrés au Siège du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB) dans un délai de Trente (30) jours, soit un (01) mois après approbation et notification définitive du marché au titulaire.

2. Le Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'achat de Matériels Informatiques.

3. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini aux articles 23 et suivants du Code des marchés publics concerne tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'Appel d'Offres Ouvert et qui ne sont pas concernés par un des cas d'inéligibilité prévus à l'article 64 du Code des Marchés Publics.

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Monsieur Amadou BARRY, commune Kaloum Personne Responsable des Marchés Publics/ Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget téléphone: +224 628 30 78 71/Bureau numéro 403 au 4ème étage, commune Kaloum.

Les exigences en matière de qualification sont:

- Fournir un chiffre d'affaires annuel moyen des trois (03) derniers exercices égal ou supérieur au montant de l'offre (le montant du chiffre d'affaires est prouvé par la fourniture des états financiers certifiés des 3 dernières années par un Cabinet d'expertise comptable agréé en République de Guinée)
- Fournir une attestation de capacité financière d'un montant égal au moins à 100% du montant de l'offre (cette capacité financière est prouvée par une attestation de ligne de crédit, d'avoirs liquides ou de promesse de facilité de crédits délivrée par une banque ou un établissement de crédits agréé en République de Guinée).

Le Candidat doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci après:

- Fournir au moins deux (2) marchés de même nature pour un montant égal au moins à 80% du montant de l'offre exécutés au cours des trois (3) dernières années (la satisfaction de cette exigence est prouvée par la fourniture des procès-verbaux de réception définitive ou des attestations de bonne fin d'exécution ou des bons de livraison délivrés par les Autorités contractantes).
- La lettre de soumission (conforme au formulaire type dans Section III) signé et cacheté ;
- L'habilitation de signataire de l'offre ;
- Les bordereaux des prix unitaires signés et cachetés ;
- Les bordereaux des prix et des quantités signés et cachetés ;
- L'originale de la garantie bancaire de soumission (conforme au modèle type dans la Section III ou chèque de banque ou chèque certifié) ;
- L'attestation de capacité financière d'un montant équivalent au moins à 100% du montant de l'offre (cette capacité financière est prouvée par une attestation de ligne de crédit, d'avoirs liquides ou de promesse de facilité de crédits délivrée par un établissement de crédits agréé en République de Guinée) ;
- La preuve de l'exécution d'au moins deux (02) marchés de même nature pour un montant égal au moins à 800/4 du montant de l'offre exécutés au cours des trois (03) dernières années (la satisfaction de cette exigence est prouvée par la fourniture des procès-verbaux de réception ou des attestations de bonne fin d'exécution délivrés par les Autorités compétentes) ;
- Le chiffre d'affaires annuel moyen des trois (03) derniers exercices égal ou supérieur au montant de l'offre (le montant du chiffre d'affaires est prouvé par la fourniture des états financiers certifiés par un Cabinet d'Expertise comptable agréé en République de Guinée).
- Les documents attestant que les fournitures sont conformes aux exigences du DAO (spécifications techniques);
- Le Registre de Commerce et de Crédit Mobilier (RCCM).

- Le certificat de non faillite.
- Le quitus fiscal et le quitus social

Le présent appel d'offres fait référence aux marges de préférences prévues par les articles 78 et 79 du Code des marchés publics.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres complet à l'adresse mentionnée ci-après: PRMP du Ministère du Budget; Amadou BARRY, Tél: (+224) 628 30 78 71/ 664 48 29 57/ adresse électronique: abarry@mbudget.gov.gn et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après: Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget/PRMP/Bureau N°403 du Lundi au Jeudi de 10 heures 30 minutes à 15 heures 30 minutes à compter du 04 Septembre 2026 contre un paiement non remboursable de Quatre millions de Francs Guinéens (4 000 000 GNF).

7. Le paiement se fera dans les comptes ci-après, ouverts dans les livres de la Banque Centrale

- 50 % au compte numéro 411107 I du receveur spécial du trésor ;
- 30 % au compte numéro 2011000407 de l'ARMP ;
- 20 % au compte de l'Autorité Contractante.

Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés.

8. Les offres doivent être rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (04) exemplaires dont un (01) original, trois (03) copies et une version électronique sur clé USB à l'adresse ci-après Siège du Ministère du Budget/ Secrétariat de la Cellule de passation/Rez de-chaussée au plus tard le 06 Octobre 2026 à 10 h 00 min GMT.

9. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes le cas échéant, d'un observateur indépendant de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et d'un observateur de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) et, à l'adresse suivante: Salle de conférence du siège du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget, au s•111 e étage.

10. Les offres doivent comprendre une redevance de régulation de 0,60% du montant hors taxe du marché versé sur le compte de l'ARMP conformément aux dispositions du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de l'Arrêté conjoint A/2304/MEF/MB/SGG du 07 août 2020 portant modalités de paiement de la redevance de régulation et de la quote-part des produits de vente (ou prix de cession) des dossiers d'appel d'offres.

Aussi, les offres doivent également comprendre le paiement des frais d'immatriculation du contrat à la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP), au taux de 0,3% du Montant Hors Taxes du marché, supporté systématiquement par le titulaire du contrat et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté A/2023/1252/MEF/CAB/SGG du 05 Avril 2023, modifiant l'arrêté A/2023/1057 /MEF /CAB/SGG du 23 Mars 2023 portant attributions et organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP).

11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission fixé à hauteur de 1,5% du montant de l'Offre. La validité de cette garantie est de 120 jours.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de soumission.

Date : Conakry, le

P/ La Ministre / P.O
Le Secrétaire Général

Amadou Tidiane TOURE



TERMES DE REFERENCE (RECRUTEMENT)
Recrutement d’un photographe national et d’un consultant international

Date : Août 2026

Projet :	Donzo Gnouma (WCOP)
Activité :	A.2.1.2 Réalisation d’un reportage photo
Fonction :	Photographe national et consultant international
Lieu :	Guinée et domicile
Nombre de jours :	18 jours – photographe national et 5 jours – consultant international
Période estimée :	Novembre 2026 – avril 2027
Ligne budgétaire :	6.2.1.2.1 Contrat de prestation de service pour un photographe 6.2.1.2.2 Perdiem 6.2.1.2.3 Accompagnement d’un photographe international dans la narration

1.CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Coginta est une organisation non gouvernementale de droit suisse, reconnue d'utilité publique, qui œuvre en faveur du développement économique et social en s'attachant à traiter les causes structurelles de l'instabilité, de l'insécurité et de la conflictualité. À ce titre, son intervention se situe à l'intersection de la sécurité, de l'accès à la justice, de la prévention des conflits et de la gouvernance des ressources naturelles, ces différents enjeux étant étroitement liés et déterminants pour la stabilité ainsi que pour la cohésion sociale.

Le développement du projet Simandou devrait entraîner une augmentation significative de l'affluence des populations le long du corridor ferroviaire. Dès lors, la pression exercée sur la faune sauvage présente dans les aires de conservation situées à proximité de ce corridor est également appelée à s'intensifier. Dans cette perspective, en se focalisant sur trois communes – Allassoyah, Beindou et Bounouma – Coginta souhaite mieux comprendre les mécanismes de gouvernance de la chasse, afin d'en favoriser une organisation plus efficace, plus encadrée et davantage compatible avec les impératifs de conservation et de santé publique.

Les activités du projet Donzo Gnouma visent à promouvoir une meilleure gouvernance de la chasse, la conservation de la biodiversité et l'amélioration des pratiques sanitaires liées à la filière de la viande de brousse. Une attention particulière est accordée au rôle des chasseurs Dozo, aux savoirs et pratiques locaux ainsi qu'aux relations entre les différents acteurs intervenant dans la gestion et l'utilisation des ressources fauniques. Dans une démarche de documentation et de valorisation de l'approche et des activités du projet, Coginta souhaite réaliser un reportage photographique documentaire, permettant de rendre compte des réalités sociales, environnementales et humaines qui entourent la chasse et sa gouvernance en Guinée. Il ne s'agit donc pas uniquement de réaliser une couverture photographique des activités du projet. Le reportage devra raconter une histoire visuelle, à travers les paysages, les personnes, les pratiques, les interactions et les transformations des territoires concernés.

Le reportage devra notamment permettre de montrer la relation entre les populations et leur environnement, le rôle des chasseurs Dozo, les enjeux liés à la conservation de la biodiversité, les mécanismes de gouvernance locale de la chasse ainsi que les différents maillons de la chaîne de valeur de la viande de brousse.

Les photographies produites seront utilisées pour constituer une banque d'images du projet, mais également pour accompagner les activités de communication et de sensibilisation prévues notamment au cours de la deuxième année du projet. Une sélection des photographies sera par ailleurs destinée à la réalisation d'une exposition photographique à vocation pédagogique et de sensibilisation.

2.OBJECTIFS DE LA MISSION

L'objectif général est de produire un reportage photographique documentaire, immersif et narratif de qualité journalistique, permettant de raconter, à travers les personnes, les paysages, les pratiques et les interactions, les réalités de la chasse en Guinée ainsi que les enjeux liés à sa gouvernance, à la conservation de la biodiversité et à la santé

publique.

Le reportage devra permettre au public de mieux comprendre les relations entre les populations, les chasseurs Dozo, la forêt, la faune sauvage, les autorités et les autres acteurs de la chaîne de valeur de la viande de brousse.

Le reportage devra privilégier une approche humaine et contextualisée, évitant une représentation stigmatisante ou sensationnaliste de la chasse ou des personnes qui la pratiquent.

3.RESPONSABILITES PRINCIPALES

Sous la supervision du Chef de projet Donzo Gnouma et en étroite collaboration avec les équipes de terrain de Coginta ainsi qu'avec le consultant international chargé de l'accompagnement éditorial, le/la photographe national(e) aura pour principales responsabilités de :

- Comprendre le contexte et les enjeux du projet, notamment les questions liées à la gouvernance locale de la chasse, au rôle des chasseurs Dozo, à la conservation de la biodiversité et à la chaîne de valeur de la viande de brousse ;
- Contribuer à la construction du concept et du narratif photographique, en collaboration avec le consultant international et l'équipe du projet, et participer à l'identification des principaux sujets, personnes, lieux et situations à documenter ;
- Réaliser le reportage photographique sur le terrain dans les trois zones d'intervention du projet – Allassoyah, Beindou et Bounouma – en documentant les paysages, les forêts, les communautés, les chasseurs Dozo, les pratiques de chasse, les mécanismes de gouvernance locale et les différents acteurs de la chaîne de valeur de la viande de brousse ;
- Produire un récit photographique immersif et authentique, privilégiant les portraits environnementaux, les scènes de vie, les interactions, les gestes et savoir-faire, les paysages, les détails et les séquences permettant de raconter une histoire plutôt que de simplement illustrer les activités du projet ; cette approche est explicitement prévue dans le document de référence.
- Accorder une attention particulière au rôle, pratiques et aux savoirs des chasseurs Dozo, en les représentant dans leur environnement et comme des acteurs à part entière des systèmes locaux de gouvernance des ressources naturelles ;
- Documenter les interactions entre les différents acteurs, notamment les chasseurs, communautés, autorités locales, services techniques, acteurs de la conservation et autres parties prenantes, afin de rendre visibles les mécanismes de gouvernance locale ;
- Respecter les principes de photojournalisme documentaire, notamment en privilégiant l'observation, l'authenticité et la dignité des personnes, et en évitant les scènes artificiellement mises en scène ou les représentations sensationnalistes de la chasse ou de la faune sauvage ;
- Assurer une première sélection et un classement des images, notamment à travers des revues régulières avec le consultant international ;
- Fournir une banque d'images d'au moins 100 photographies de haute qualité, ainsi que les fichiers et formats convenus, adaptés tant à la publication numérique qu'à l'impression grand format ;
- Documenter les informations nécessaires à l'exploitation des photographies, notamment la date, le lieu, le contexte, les personnes représentées lorsque cela est pertinent et les autres métadonnées disponibles ;
- Veiller au respect des règles de consentement et de protection des personnes photographiées, notamment pour les portraits individuels, et s'assurer que les photographies ne mettent pas inutilement en danger ou ne stigmatisent pas les personnes ou communautés concernées ;
- Transmettre l'ensemble des fichiers photographiques et éléments associés à Coginta selon l'architecture de classement et les modalités convenues.

Sous la supervision du Chef de projet et en coordination avec l'équipe siège de Coginta, le/la

consultant(e) international(e) aura pour principales responsabilités de :

- Apporter son expertise en photojournalisme documentaire, narration visuelle et direction éditoriale afin de contribuer à la réalisation d'un reportage photographique cohérent, immersif et de qualité journalistique ;
- S'approprier les enjeux du projet et son contexte, notamment les questions relatives à la gouvernance locale de la chasse, au rôle des chasseurs Dozo, à la conservation de la biodiversité et à la chaîne de valeur de la viande de brousse ;

Définir, en collaboration avec le photographe national et l'équipe de Coginta, l'angle éditorial et le narratif général du reportage, en identifiant les principales histoires, thématiques, personnages et situations susceptibles de structurer le récit ;

- Construire un storyboard photographique, permettant de guider le travail de terrain tout en laissant suffisamment de souplesse pour saisir les opportunités narratives qui émergeront sur place ;
- Accompagner et conseiller le photographe national dans sa démarche photographique, notamment sur les choix de sujets, de cadrage, de lumière, de séquences, de rythme et de narration ;
- Apporter un regard éditorial extérieur tout en valorisant le regard local du photographe national, sa connaissance du contexte, des communautés, des langues et des pratiques ;
- Participer aux revues intermédiaires des images et identifier, avec le photographe et l'équipe projet, les éventuels besoins complémentaires ou les dimensions du récit restant à documenter ;
- Assurer l'editing du reportage, en collaboration étroite avec le photographe national, afin de sélectionner les photographies les plus fortes, les plus pertinentes et les plus complémentaires ;
- Construire une série narrative d'une vingtaine de photographies environ, permettant de raconter une histoire cohérente autour de la forêt, des communautés, des Dozo, de la chasse, de sa gouvernance, de la chaîne de valeur et des enjeux de conservation ;
- Proposer une sélection spécifique destinée à l'exposition photographique, en privilégiant les images à la fois fortes sur le plan documentaire, représentatives des enjeux et pertinentes sur le plan esthétique ;
- Contribuer à la rédaction et à la finalisation des légendes et courts textes narratifs accompagnant les photographies, afin de donner au public les éléments nécessaires à leur compréhension ;
- Proposer le séquençage et la logique narrative de l'exposition, ainsi que des recommandations générales concernant la présentation des images ;
- Accompagner l'équipe de Coginta dans la sélection finale des photographies destinées à la communication et aux activités de sensibilisation de l'année 2 ;
- Contribuer au renforcement des capacités du photographe national, notamment par un accompagnement pratique et des retours éditoriaux sur son travail tout au long du processus ;
- Veiller, dans l'ensemble du processus éditorial, au respect des principes éthiques du photojournalisme et à une représentation non stigmatisante des personnes, communautés et pratiques documentées.

4.CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

Dates (Du-Au)	Nb de jours maximum (Honoraires)		Nb de jours maximum (Perdiem)		Lieu	Description
	Photographe national	Consultant international	Photographe national	Consultant international		
Novembre 2026	2	2	NA	NA	Domicile	Préparation, briefing et construction du narratif et plan de travail
Décembre 2026 – Mars 2027	12	1	12	NA	Zones du projet	Travail photographique de terrain
Mars-Avril 2027	4	2	NA	NA	Domicile	Première sélection et revue des images
			NA	NA	Domicile	Editing et construction du reportage
			NA	NA	Domicile	Sélection et préparation de la série destinée à l'exposition
Avril 2027		NA	NA	NA	Domicile	Classement et archivage

5.DROITS D'UTILISATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les photographies produites dans le cadre de la présente prestation seront destinées à être utilisées par Coginta et, le cas échéant, par les partenaires du projet, dans le cadre des objectifs du projet et de ses activités de communication, sensibilisation, capitalisation et visibilité.

Le crédit du photographe sera conservé pour les utilisations publiques des photographies, conformément aux modalités convenues avec Coginta.

6.PROFILS RECHERCHÉS

5.1Pour le photographe national :

- Attester d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle en tant que photographe ;
- Démontrer d'une expérience documentaire, photojournalisme ou reportage ;
- Expérience avérée en photographie documentaire, photojournalisme ou reportage ;
- Démontrer d'une expérience dans les domaines de la conservation, de la biodiversité, de la gouvernance locale ;
- Disposer de tout le matériel nécessaire à la prise d'images professionnelles en extérieur ou en intérieur, dans des conditions parfois difficiles ;
- Avoir une sensibilité aux enjeux éthiques liés à la photographie documentaire ;
- Maîtrise des outils classiques de traitement et d'édition des images (uniquement pour le recadrage ou l'ajustement luminosité/contraste) ;
- Maîtrise parfaite du français, la connaissance des langues locales (soussou, malinké, mano) est un atout ;
- Disponibilité dès que possible pour des déplacements de plusieurs jours sur le terrain ;
- Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

5.2Pour le consultant international :

- Attester d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle dans les métiers de la photographie, de la culture et des arts, du journalisme et des médias et/ou de la communication ;
- Démontrer une expérience avérée et significative en photojournalisme, photographie documentaire ou narration visuelle ;
- Disposer d'un portfolio démontrant la capacité à construire des récits photographiques cohérents ;
- Démontrer d'une expérience de travail dans des contextes africains ou ruraux ;
- Une expérience dans la réalisation ou la conception d'expositions photographiques constitue un atout ;
- Démontrer une excellente capacité d'editing et de sélection d'images ;
- Avoir une capacité à travailler en collaboration avec photographe local et à valoriser son regard et sa connaissance du contexte ;
- Avoir une sensibilité aux enjeux éthiques liés à la photographie documentaire ;
- Démontrer d'une expérience dans les domaines de la conservation, de la faune et la flore, la gestion des ressources naturelles de la biodiversité ;
- Maîtrise parfaite du français ;
- Disponibilité dès que possible ;
- Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.

7.MODALITÉS DE SOUMISSION

Dossiers de candidature

- Curriculum Vitae (CV) ;
- Lettre de motivation (une page maximum) ;
- Obligatoire : Portfolio (soit en PDF, soit lien vers site web) pour illustrer son travail
- Copie de la carte d'identité en cours de validité.
- Pour candidater :
- Envoyer les documents suscités à l'adresse : abraham.beavogui@coginta.org avec en copie : wasmer@coginta.org en mettant en objet, « Appel à candidature – Photographe » ou « Appel à candidature – Consultant international » selon le cas-
- Procédure de sélection : Seul(e)s les candidat(e)s dont les dossiers auront été retenus, seront contacté(e)s et passeront un entretien.



Adresse du siège social : Nongo, près du Stade Petit Sory Conakry – République de Guinée
Téléphone : 628 39 15 47 / 612 16 79 76
Email : contactenasico2018@gmail.com
Site web : www.enasicoholding.com

ENASICO HOLDING S.A. S

Dans le cadre du renforcement de son équipe d'appui, ENASICO HOLDING lance un appel à candidature pour le recrutement :

1. Intitulé des postes

GESTIONNAIRE COMPTABLE CONFIRME ; (1)

- Lieu d'affectation : Conakry,
- Type de contrat : contrat à durée déterminée (CDD)
- Compétences techniques : Maîtrise des normes comptables, élaboration des états financiers (Bilan, compte de résultat), déclarations fiscales et sociales, et maîtrise des logiciels de comptabilité
- Formation : Diplôme en comptabilité, gestion, finance, ou audit (type BTS, licence, Master ou DSCG)
- Expérience : 3 à 5 ans minimum à un poste similaire en entreprise
- Qualité : Rigueur, discrétion, sens de l'organisation et intégrité
- Dossier de candidature : les copies des diplômes, CV, une lettre de motivation adressée au Directeur Général de ENASICO_HOLDING

COMMUNITY MANAGER (1)

- Lieu d'affectation : Conakry,
- Type de contrat : contrat à durée déterminée (CDD)
- Compétences techniques : Qualités rédactionnelles, Veille et tendances, Maîtrise des outils de travail et sens du relationnel
- Formation : Diplôme en marketing digital, communication
- Expérience : 3 à 5 ans minimum à un poste similaire en entreprise
- Qualité : Rigueur, discrétion, sens de l'organisation et intégrité
- Dossier de candidature : les copies des diplômes, CV, une lettre de motivation adressée au Directeur Général de ENASICO_HOLDING

COURTIER ET COMMISSIONNAIRE (10)

- Lieu d'affectation : Conakry,
- Type de contrat : freelance (Partenaire)
- Compétences techniques : prospection et fidélisation, négociation, Gestion opérationnelle et veille administrative
- Formation et Expérience : Bac +2 Bac+3 est un plus, ou une expérience réussie dans la vente
- Qualité : Rigueur, discrétion, sens de l'organisation et intégrité
- Dossier de candidature : Casier judiciaire, Un CV, Un garant, 4 photos, les copies des diplômes, une lettre de motivation adressée au Directeur Général de ENASICO_HOLDING

MODALITES DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature devront être transmis au plus tard le 18 septembre 2026 de 8h30 à 17h contactenasico2018@gmail.com / jkzoumanigui@enasicoholding.com ou par dépôt physique au siège du Groupe ENASICO HOLDING à nongo, près du Stade Petit Sory

NB : seuls les candidats présélectionnés seront contactés

Fait à Conakry, le 04 septembre 2026

Direction Générale



AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de l'exécution d'un contrat de construction pour Rio Tinto Iron Ore Atlantic, Ltd, la société Mota-Engil Guinée Simandou, Sarlu recherche :

1 Surintendant Ressources Humaines dans les positions suivantes :

Il/elle aura les responsabilités suivantes :

- Réaliser les activités inhérentes au domaine des ressources humaines, en accord avec les directives supérieures, les politiques instituées et les obligations légales en matière de travail, afin de contribuer à une réponse efficace et rigoureuse aux besoins en ressources humaines de l'entreprise, ainsi que de promouvoir le développement des personnes et le respect des exigences normatives et légales dans le domaine du travail
- Réaliser les activités sous-jacentes au domaine des Ressources Humaines afin d'assurer la réalisation des objectifs du domaine et de répondre aux besoins en ressources humaines de la Société ;
- Réaliser les procédures internes applicables au domaine des Ressources Humaines en termes de gestion opérationnelle des RH, à savoir le traitement des salaires, la gestion du temps, l'absentéisme, la gestion des contrats et en termes de développement, tels que la formation, le recrutement/mobilité, entre autres visant le fonctionnement efficace des processus qui le sous-tendent ;
- Collaborer à la préparation, à la proposition et au suivi du plan d'activités et du budget de la zone, en vue de garantir la contribution aux résultats de la zone et la qualité du service fourni ;
- Consolider et préparer les données pour soutenir le rapport et le suivi de l'activité du domaine, afin de fournir des informations opportunes, précises et fiables pour soutenir l'analyse et la prise de décision, et pour identifier et mettre en œuvre des actions d'amélioration.

Compétences

- Excellentes capacité de travail en équipe ;
- Bonne connaissance des régions de Beyla et Nzérékoré
- Bonne capacité d'assimilation des consignes de travail ;
- Connaissance de la législation du travail de Guinée ;
- Connaissance des principes et des pratiques de RH en Guinée

Qualifications et Expériences.

- Diplôme en gestion des ressources humaines, en psychologie, en gestion ou dans un domaine similaire
- Expérience minimale de 3 ans dans cette fonction
- Capacité à travailler dans des projets multidisciplinaires

Savoir être :

- Être courtois, disponible et respectueux

Date de publication : 15 Septembre 2026

Dossiers à fournir : (CV, permis de conduire, lettre de motivation copies de diplôme, certificat de résidence et certificat de travail) par email à l'adresse suivante: rhguinee@mota-engil.com.gn

MESSAGE IMPORTANT

En respect des procédures de recrutement de Rio Tinto et de Mota-Engil, nous tenons à rappeler que ce processus (y compris tous ceux à venir) sont totalement gratuits pour les candidats.

Notre société se donne le droit de mener toute action nécessaire pour donner suite au manquement à cette règle. Tout(e) candidat(e) indument sollicité(e) à verser de l'argent pour participer à ce processus de recrutement est prié d'en informer immédiatement Rio Tinto et Mota-Engil .

REPUBLIQUE DE GUINEE
TRAVAIL - JUSTICE - SOLIDARITE



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION,
DE L'ECONOMIE NUMÉRIQUE
ET DE L'INNOVATION



N°0544/MCENI/SG/CAB/OPMP-PPP/2026

Date 04 SEPT 2026

Le Secrétaire Général

Avis Général de Passation des Marchés

Le Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) a obtenu de la part du gouvernement dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2026 des fonds, afin de financer ses activités d'investissement et de fonctionnement. Au titre des marchés, une partie de ces fonds sera utilisée pour les marchés des travaux, des fournitures, des prestations intellectuelles et des services courants.

1. Les contrats suivants seront attribués conformément au Code des marchés publics, selon la méthode de passation des marchés retenue :

A/ Appel d'Offres (ouvert ou restreint)

A1 Travaux :

- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte du Projet de Réhabilitation et lancement des opérations de Guinée-Télécoms_MPS-69
- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte Projet de Rénovation/Equipements des Infrastructures du MPTEN
- ✓ Projet de réhabilitation et équipement de la RTG (RTG1 et RTG2)
- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte du Projet de réhabilitation et équipements de la RTG (RTG1 et RTG2)
- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte du Projet de Construction et d'équipements du Siège combine de la Radio Rurale, du FADEM, de l'AGP et Horoya
- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte Achèvement Extension Siège Ministère communication KOLOMA
- ✓ Bâtiments À Usage Administratif au compte de Rénovation et extension de quatre (4) station radio rurale
- ✓ Bâtiments À Usage Technique au compte du Projet de création de 1000 Points Locaux d'Accès à l'Information et aux Nouvelles par Energie Solaire en milieu rural (PLAINES)_MPS-47
- ✓ Bâtiments À Usage Technique au compte du Projet de Rénovation et d'équipements des stations de la Radio Rurale Guinée
- ✓ Bâtiments À Usage Technique au compte du Renforcement des sites Diffusion RTG-Tout Territ Guinéen
- ✓ Bâtiments À Usage Technique Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Bâtiments À Usage Technique au compte de Création de la chaîne de télévision thématique (SIMANDOU TV)
- ✓ Bâtiments À Usage Technique au compte du Projet de réhabilitation, d'extension et d'équipement du réseau postal public guinéen
- ✓ Ouvrages Et Installations Télécommunications au compte Projet de Déploiement du backbone et de la fibre optique en Guinée_MPS-68
- ✓ Bâtiments À Usage Technique au compte du Projet de couverture des zones blanches et grises (50% des travaux prévus) _MPS-68
- ✓ Ouvrages Et Installations Télécommunications au compte du Projet de Rénovation/Equipements des Infrastructures du MPTEN
- ✓ Ouvrages Et Installations Télécommunications au compte du projet de Construction d'un Data Center
- ✓ Ouvrages Et Installations Télécommunications au compte du Projet de Déploiement de réseaux métropolitains dans les 21 préfectures_MPS-68
- ✓ Ouvrages Et Installations Télécommunications au compte du Projet de Réhabilitation de 90 bureaux de poste_MPS-76
- ✓ Bâtiment à usage technique au compte du Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Réparation Bâtiments Administratifs au compte du Projet de Rénovation et d'équipements des stations de la Radio rurale Guinée
- ✓ Réparation Installations Techniques au compte du Renforcement sites Diffusion RTG-Tout Territ Guinéen

A2 Fournitures :

- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte la Transition de l'analogique vers le numérique de la radio et télévision nationale
- ✓ Achats Autres Fournitures De Service au compte du Cabinet
- ✓ Autres Dépenses Diverses au compte du Quotidien National d'Information HOROYA

- ✓ Autres Dépenses Diverses au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Autres Dépenses Diverses au compte du Cabinet
- ✓ Autres Dépenses Diverses au compte la Radiodiffusion Télévision Guinéenne - Koloma
- ✓ Matériel De Transport au compte de la Radio Rurale De Guinée
- ✓ Matériel Et Mobilier De Bureau au compte du projet d'Achèvement Extension Siège Ministère communication Koloma
- ✓ Matériel Et Mobilier De Bureau
- ✓ Matériel Technique au compte du Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Matériel Technique au compte du Renforcement sites Diffusion RTG-Tout Territ Guinéen
- ✓ Matériel Technique du Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Matériel Technique
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte du Projet de réhabilitation et équipements de la RTG (RTG1 et RTG2)
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte de Rénovation et extension de quatre (4) station radio rurale
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Projet de réhabilitation et équipements de la RTG (RTG1 et RTG2)
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Renforcement sites Diffusion RTG-Tout Territ Guinéen
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Projet de création de 1000 Points Locaux d'Accès à l'Information et aux Nouvelles par Energie Solaire en milieu rural (PLAINES)_MPS-47
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Projet de Réhabilitation de 90 bureaux de poste_MPS-76
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Projet Amélioration de l'Accès au Service Universel Postal_MPS-76
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte Projet de Promotion de la souveraineté numérique et stratégie nationale de cybersécurité_MPS-77
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte du Projet de Formation du personnel de l'administration à l'utilisation des outils numériques, des services et des plateformes digitales via des formations_MPS-97
- ✓ Autres Acquisitions, Installations D'Infrastructures, Machines Et Equipements au compte de Projet de Réhabilitation et Modernisation du Gouv-Lab_MPS-71
- ✓ Achats De Petit Matériel Et Outillage De Bureau au compte de la Direction Générale de l'innovation

A3 Prestations Intellectuelles :

- ✓ Etudes Projet de Rénovation et d'équipements des stations de la Radio Rurale Guinée
- ✓ Etudes du Projet de réhabilitation et équipement de la RTG (RTG1 et RTG2)
- ✓ Etudes Projet de Projet de Construction et d'équipements du Siège combine de la Radio Rurale, du FADEM et de l'AGP
- ✓ Etudes Elaboration et mise en œuvre d'un Schéma Directeur Informatique National
- ✓ Etudes Création de la chaîne de télévision thématique
- ✓ Etudes de faisabilité, plan d'affaires, des études d'impact environnementales et sociales et l'appui à la mise en place des Centres d'Apprentissages Récréatifs pour la Technologie, l'Innovation et la Communication (CARTIC)
- ✓ Etudes du Projet de Réhabilitation et lancement des opérations de Guinée-Télécoms_MPS-69
- ✓ Supervision Des Travaux du Projet de réhabilitation et équipements de la RTG (RTG1 et RTG2)
- ✓ Logiciels, Applications Et Programmes Informatiques du Programme de digitalisation des services publics aux citoyens et aux entreprises _MPS-71
- ✓ Assistance Technique du Projet de Digitalisation des processus de passation et contrôle des marchés publics et gestion électronique des données de la passation_MPS-71
- ✓ Supervision Des Travaux Achèvement Extension Siège Ministère communication Koloma
- ✓ Supervision Des Travaux du Renforcement sites Diffusion RTG-Tout Territ Guinéen
- ✓ Supervision Des Travaux de Transition de l'analogique vers le numérique de la radio et télévision nationale
- ✓ Supervision Des Travaux Renforcement de capacité du journal HOROYA
- ✓ Supervision Des Travaux Rénovation et extension de quatre (4) station

- radio rurale
- ✓ Supervision Des Travaux du Projet de Rénovation et d'équipements des stations de la Radio Rurale Guinée
- ✓ Supervision Des Travaux Création de la chaine de télévision thématique
- ✓ Supervision Des Travaux Projet de Rénovation et d'équipement de 31 stations de la Radio Rurale de Guinée
- ✓ Supervision Des Travaux Création de la chaine de télévision thématique
- ✓ Supervision Des Travaux "Projet de réhabilitation, d'extension et d'équipement du réseau postal public guinéen
- ✓ Assistance Technique du Projet de Mise en place d'un Plan national géomatique_MPS-96
- ✓ Assistance Technique du Projet de Structuration de l'offre financière du réseau postal_MPS-84
- ✓ Assistance Technique Projet Amélioration de l'Accès au Service Universel Postal_MPS-76
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude pour la rénovation et l'extension du Centre de Télémédecine du CHU Donka
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude pour la mise en place des Centres de Télécommunications d'Urgence
- ✓ Assistance Technique pour évaluer les conditions techniques de collaboration avec Starlink (et autres prestataires LEO)
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude pour du Réseau Officiel de Communication Gouvernementale
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude pour la réhabilitation des centres émetteurs suivant le nouveau modèle économique
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude de la mise en place d'un Guichet Unique Numérique des infrastructures Multisectorielles.
- ✓ Etude de faisabilité, plan d'affaires, des études d'impacts environnementales et sociales et l'appui à la mise en place des Centres d'Apprentissages Récréatifs pour la Technologie, l'Innovation et la Communication (CARTIC) dans les huit (8) régions administratives Conakry, Kindia, Boké, Kankan, Mamou, Labé, Faranah et N'Zérékoré
- ✓ Projet d'étude de faisabilité et de mise en place du Plan National Géomatique (PNG) et de l'Infrastructure Nationale de Données Géospatiales (INDG) de la République de Guinée
- ✓ Elaboration de la stratégie Nationale de l'Intelligence Artificielle et de la Gouvernance des données en République de Guinée
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude de la mise en place d'Unité de Gestion des Déchets Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) dans les centres émetteurs de Sonfonia, Labé, Kankan et N'Nzérékoré.
- ✓ Assistance Technique pour le Déploiement de réseaux communautaires des services TIC dans 25 communes rurales non couvertes.
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude pour l'Equipement et Modernisation des Stations Côtières dans les Ports, Débarcadères et les fleuves navigables
- ✓ Assistance Technique pour l'Etude de benchmark et de faisabilité pour la mise en place d'une unité d'assemblage de terminaux en Guinée (Etude de faisabilité et missions de benchmarking).
- ✓ Etudes de la Construction et d'équipement de nouvelles générations de la Radio rurale de Guinée dans 25 préfectures à l'intérieur du pays
- ✓ Etudes pour l'Identification et viabilisation de 1000 sites du projet de création de points d'accès à l'information et aux nouvelles par energie solaire dans les districts.
- ✓ Etudes de la construction et d'équipement du Centre de formation et de perfectionnement en technique de l'information et de la communication à Conakry.
- ✓ Etudes de la réhabilitation et d'équipement de 10 sites de diffusion stratégiques à l'intérieur du pays.
- ✓ Etudes du projet PROVANAA de l'Institut National de l'Audiovisuel à l'intérieur du pays.
- ✓ Etudes du Projet de reconstruction du siège de l'ex Ministère de l'Information et de la communication à Boulbinet.
- ✓ Etudes du Projet de construction du siège de la maison de la Presse Guinéenne
- ✓ Etudes et implantation du pôle d'innovation du corridor SIMANDOU 2040 à Forecariah

A4 Services courants

- ✓ Frais Nettoyage Locaux au compte de Cabinet
- ✓ Frais Nettoyage Locaux au compte du Cabinet
- ✓ Location De Bâtiments À Usage Administratif au compte la Transition de l'analogique vers le numérique de la radio et télévision nationale
- ✓ Location De Bâtiments À Usage Administratif au compte de Cabinet
- ✓ Information – Communication au compte Cabinet
- ✓ Abonnements au compte de Cabinet
- ✓ Frais De formations, Séminaires Et Stages au compte de Renforcement de capacité du journal HOROYA

- ✓ Frais De Formations Séminaires Et Stages
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages au compte la Transition de l'analogique vers le numérique de la radio et télévision nationale
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages au compte du Projet de Formation du personnel de l'administration à l'utilisation des outils numériques, des services et des plateformes digitales via des formations_MPS-97
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages au compte Programme de mise à niveau digital pour 30% de la population_MPS-97
- ✓ Frais De Formations, Séminaires et Stages au compte du Cabinet
- ✓ Frais De formations, Séminaires et Stages au compte de Centre de Formation et de perfectionnement en Technique d'information et de communication
- ✓ Frais De formations, Séminaires et Stages au compte Direction Générale de l'innovation
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte de Direction Générale de l'innovation
- ✓ Frais De Transport au compte du Cabinet
- ✓ Indemnités De Mission au compte du Cabinet
- ✓ Indemnités De Mission au compte du Cabinet
- ✓ Indemnités De Mission au compte de l'ensemble de Services
- ✓ Titre De Voyage au compte du Cabinet
- ✓ Titre De Voyage au compte du Cabinet
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte Direction Générale de l'innovation
- ✓ Indemnités De Mission au compte du Cabinet
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte du Cabinet
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte de la Direction Nationale des Services de la Communication
- ✓ Frais De Fête Publiques au compte Cabinet
- ✓ Autres Frais De Représentation Et De Manifestations Direction Générale de l'innovation
- ✓ Frais De Entretien Et Réparation Matériel Et Mobilier au compte du Cabinet
- ✓ Entretien Et Réparation Véhicule Automobile au compte du Cabinet
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Installations Techniques au compte du Cabinet
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Installations Techniques au compte du Cabinet
- ✓ Frais Entretien Bâtiments Administratifs au compte du Cabinet
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages au compte Projet de Formation aux métiers du digital_MPS-78
- ✓ Frais De Transport au compte de l'ensemble de Services
- ✓ Internet au compte de Cabinet
- ✓ Indemnités De Mission au compte du Cabinet

B/ Demande de Cotation

B1 Travaux, B2 Fournitures, B3 Services Courants :

- ✓ Achats De Pré-Imprimés au compte de la Direction Nationale des Services de la Communication
- ✓ Achats De Pré-Imprimés au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Labé
- ✓ Achats De Pré-Imprimés
- ✓ Achats De Pré-Imprimés au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kindia
- ✓ Achats De Pré-Imprimés au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de N'Zérékoré
- ✓ Achats De Pré-Imprimés au compte de l'Inspection générale du Ministère de l'Information et de la communication
- ✓ Achats De Pré-Imprimés au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kankan
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte du Centre de Formation et de perfectionnement en Technique d'information et de communication
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Nationale des Services de Diffusion
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte du Cabinet
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique N'ZEREKORE
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Nationale des Postes
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique de Kindia
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Conakry
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique

Mamou

- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Kankan
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Faranah
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de l'Inspection générale du Ministère de l'Information et de la communication
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Boké
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Labé
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de Quotidien National d'Information HOROYA
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de N'Nzérékoré
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte du Direction Nationale des Services de la Communication
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Radio Rurale De Guinée
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kindia
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de la Radiodiffusion Télévision Guinéenne - Koloma
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte du Centre de Formation et de perfectionnement en Technique d'information et de communication
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte de Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Faranah
- ✓ Achats De Fournitures Et Petits Matériels Bureau au compte la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique N'ZEREKORE
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Mamou
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kankan
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Nationale des Postes
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte du Bureau de Strategie et de Développement
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte du Quotidien National d'Information HOROYA
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Labé
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte du Cabinet
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Générale de l'innovation
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte la Direction Nationale des Services de la Communication
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de N'Nzérékoré
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte l'Inspection générale du Ministère de l'Information et de la communication
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kindia
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Nationale des Services de Diffusion
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Boké
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Labé
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Kankan
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte de la Direction Régionale de la Télécommunications et de l'Economie Numérique Conakry
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Achats De Fournitures Informatiques au compte du Bureau de Stratégie et

de Développement

- ✓ Achats De Produits Nettoyage Locaux au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kindia
- ✓ Achats De Produits Nettoyage Locaux au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kankan
- ✓ Achats De Produits Nettoyage Locaux au compte Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Labé
- ✓ Frais Nettoyage Locaux
- ✓ Frais Nettoyage Locaux au compte de la Direction Nationale des Postes
- ✓ Assistance Technique au compte de la Direction Générale de l'innovation
- ✓ Expertise au compte de la Direction Générale de l'innovation
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages au compte Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages
- ✓ Frais De Formations, Séminaires Et Stages
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte la Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte de la Direction Nationale des Postes
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte l'Inspection Générale
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte la Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Frais De Réunions, Conférences au compte du Cabinet
- ✓ Achats Autres Fournitures De Service au compte la Direction Nationale des Postes
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Frais postaux au compte de la Transition de l'analogique vers le numérique de la radio et télévision nationale
- ✓ Internet au compte
- ✓ Frais De Transport au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Frais De Transport au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Indemnités De Mission
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte de la Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte de la Direction Nationale des Postes
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Labé
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions
- ✓ Frais De Cérémonies Et Réceptions au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de Kankan
- ✓ Autres Frais De Représentation Et De Manifestations au compte de la Direction Régionale de l'Information et de la Communication de N'Nzérékoré
- ✓ Entretien Et Réparation Matériel Informatique
- ✓ Entretien Et Réparation Véhicule Automobile au compte du Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Entretien Et Réparation Véhicule Automobile au compte du projet de Transition de l'analogique vers le numérique de la radio et télévision nationale
- ✓ Entretien Et Réparation Véhicule Automobile au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Entretien Et Réparation Véhicule Automobile
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Installations Techniques au compte de la Direction Nationale des Services de Diffusion
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Matériel Technique au compte de la Radiodiffusion Télévision Guinéenne - Koloma
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Matériel Technique au compte Bureau de Stratégie et de Développement
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Matériel Technique au compte
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Matériel Technique
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Matériel Technique au compte de la Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique
- ✓ Frais Entretien Et Réparation Matériel Technique au compte de l'Inspection Générale
- ✓ Matériel Informatique au compte du Projet de Rénovation et d'équipements des stations de la radio rurale Guinée

✓ Frais Entretien Et Réparation Installations Techniques au compte de la Radio Rurale De Guinée

✓ Frais Nettoyage Locaux au compte de la Direction Nationale des Technologies de l'Information et de l'Economie Numérique

Les intéressés peuvent avoir des informations complémentaires auprès de la Personne Responsable des Marchés Publics du **Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI)**, numéros de téléphone : **+224 622 25 09 63 ; 622 53 17 12**, Email : **prmp@information.gov.gn**

2. Chacun de ces marchés dont le mode de passation est l'appel d'offres fera l'objet de publication spécifique dans les journaux. Le Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de l'Innovation (MCENI) se réserve le droit de ne donner aucune suite à l'intégralité de tous ces marchés.


Souleymane BAH
Secrétaire Général



Ministère des Infrastructures
N° 001/MI/AGEROUTE/DGA/DACH/2026


Conakry, le 13.09.2026.

COMMUNIQUÉ

Rappel des principes d'intégrité et de transparence applicables aux procédures de recrutement et de passation des marchés

L'AGEROUTE-Guinée S.A. rappelle à son personnel ainsi qu'à ses partenaires, prestataires, candidats et soumissionnaires qu'elle n'exige ni ne perçoit, à aucune étape de ses procédures de recrutement ou de passation des marchés, aucune somme d'argent, commission, aucun cadeau ni autre avantage indu.

La Direction Générale réaffirme son attachement aux principes d'intégrité, de transparence, d'équité, d'égalité de traitement et de libre concurrence, conformément aux textes en vigueur en République de Guinée. Les recrutements sont effectués sur la base de critères objectifs, des qualifications et du mérite des candidats, tandis que les marchés sont passés dans le strict respect des règles de la commande publique.

Les avis, informations et résultats devant être publiés sont diffusés exclusivement à travers les canaux officiels. Les candidats et soumissionnaires sont donc invités à se référer uniquement aux communications officielles de l'AGEROUTE-Guinée S.A. et des organes habilités.

Toute sollicitation d'argent, de commission, de cadeau ou de tout autre avantage indu, formulée au nom de l'AGEROUTE-Guinée S.A. en contrepartie d'un recrutement, de l'attribution d'un marché, d'une information privilégiée ou d'une faveur, constitue une violation des règles et des valeurs de l'Agence.

Toute personne confrontée à de tels agissements est invitée à les signaler sans délai, avec tout élément utile, aux coordonnées suivantes :

AGEROUTE-Guinée S.A. Cité des Nations, Villa n° 5, Boulbinet, Kaloum, Conakry, Guinée ;
E-mail : contact@ageroute.gov.gn ; Tél : 612 78 33 33, www.ageroute.gov.gn.

Les signalements seront examinés avec discrétion et diligence. Tout membre du personnel dont l'implication serait établie s'expose aux sanctions disciplinaires applicables, sans préjudice d'éventuelles poursuites administratives, civiles ou pénales conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'AGEROUTE-Guinée S.A. appelle chacun à la vigilance et à la collaboration afin de préserver l'intégrité, la crédibilité et la transparence de ses procédures.



LA DIRECTION GÉNÉRALE

24) 612 78 33 33
ifact@ageroute.gov.gn
w.ageroute.gov.gn
lbinet-Villa 5, Kaloum - Conakry, Rép. Guinée

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice – Solidarité

MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE UNITE DE COORDINATION DES PROJETS PROGRAMME REGIONAL DE SECURITE SANITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE (PRSeS-AOC)

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
Date début : 31/08/2026 – Date limite : 17/09/2026

La République de Guinée a sollicité et obtenu de la Banque Mondiale (BM) et du Mécanisme de Financement Mondial (GFF), à travers le Ministère de la Santé et de l'Hygiène publique un financement en vue de réaliser le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est prévu qu'une partie de ce Financement soit utilisée pour le Recrutement d'un bureau d'études d'ingénierie civile pour les études, le suivi- contrôle et la supervision des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures.

Les services de consultant (« les services ») comprennent le Recrutement d'un bureau d'études d'ingénierie civile pour les études, le suivi- contrôle et la supervision des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures pour une période de trois (3) années.

Les Termes de Référence (TDR) pour l'étape de la procédure de Manifestation d'intérêt pour la mission de la réalisation des études, le suivi-contrôle et la supervision des travaux de construction/réhabilitation des infrastructures sont insérés dans le site web de l'UGP www.ugp-passp-ms.org.gn.

Le Programme Régional de Sécurité Sanitaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (PRSeS-AOC) invite dès à présent les bureaux d'Etudes admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services. Les Bureaux intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'elles possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services. Les critères de sélection d'une liste restreinte sont les suivants : les Bureaux d'Etudes doivent avoir une expérience d'au dix (10) ans d'expérience dans les missions d'études, contrôle et de supervision de travaux d'infrastructures, disposer de personnel clé avec des qualifications et expériences/compétences et être en règle vis-à-vis de l'Administration Publique.

La liste restreinte comprendra un nombre minimum de 5 à 8 Bureau d'Etudes.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes 3.14, 3.16, et 3.17 du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs » de la Banque mondiale Septembre 2025 « Règlement de la Passation des Marchés », qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts. En outre, Veuillez-vous reporter aux informations spécifiques du paragraphe 3.17 cité plus haut.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres Bureaux d'Etudes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Des Bureau d'Etudes seront sélectionnées conformément aux dispositions décrites dans le Règlement de Passation des Marchés et qui sera expressément énoncé dans la Demande de Propositions.

La langue de soumission est le Français et toute correspondance sera échangée en Français.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau au Tél. +224 626 963 888 - +224 626 963 890 :



N° 2162 MSHP/CAB/2026

Conakry, le 31 AOÛT 2026

Avis d'Appel d'Offres Restreint

AAOR N°03/MSHP/CAB/PRMP/2026

Objet : Fourniture, installation et mise en marche de Scanners, de radios numériques, d'échographes y compris les abris, d'unités dentaires complètes, d'ambulances et de corbillards pour les structures hospitalières de Conakry et de l'intérieur du pays.

Mesdames et Messieurs,

Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a sollicité et obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2026 des fonds, afin de financer les coûts de fourniture, d'installation et de mise en marche de scanners, de radios numériques, d'échographes y compris les abris, d'unités dentaires complètes, d'ambulances et de corbillards pour les structures hospitalières de Conakry et de l'intérieur du pays.

Dans le cadre de l'exécution des marchés, objet du présent Appel d'Offres Restreint sous financement du Budget National de Développement (BND), j'ai l'honneur de vous inviter à prendre part à un Appel d'offres restreint pour la soumission d'offres sous pli fermé de la part des candidats sélectionnés pour la fourniture, l'installation et la mise en marche de Scanners, de radios numériques, d'échographes y compris les abris, d'unités dentaires complètes, d'ambulances et de corbillards pour les structures hospitalières de Conakry et de l'intérieur du pays en sept (07) lots distincts au compte du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

Les candidats inscrits sur la liste restreinte ont la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou l'ensemble des lots. Dans le cas où ils soumissionnent pour plusieurs ou l'ensemble des lots, ils devront présenter une soumission séparée pour chaque lot et ne peuvent bénéficier plus de deux (02) lots.

LOT N°1 : Fourniture, installation et mise en marche de scanners de 160 barrettes pour les 8 régions et la construction des abris de scanners.

LOT N°2 : Fourniture, installation et mise en marche de scanners de 32 barrettes pour dix (10) structures sanitaires et la construction des abris de scanners.

LOT N°3 : Fourniture, installation et mise en marche de 33 Radios numériques dans les hôpitaux et la réhabilitation des abris.

LOT N°4 : Fourniture, installation et mise en marche de 33 Échographes dans les hôpitaux et la réhabilitation des abris.

LOT N°5 : Fourniture, installation et mise en marche de 33 unités dentaires complètes et la construction des abris

LOT N°6 : Fourniture et mise en marche de matériel roulant de 55 Ambulances.

LOT N°7 : Fourniture et mise en marche de matériel roulant de 50 Corbillards.

Le délai d'exécution est de cent cinquante (150) jours pour les lots N°1 ; N°2 ; N°3 ; N°4 ; N°5 et de quatre-vingt-dix (90) jours pour le lot N°6 et lot7.

La présente lettre d'invitation a été adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte, dont les noms figurent ci-après :

Les candidats inscrits sur la liste restreinte, dont les noms figurent ci-après :

N°	ENTREPRISES/SOCIETES
1	NIMBA BIO PHARMACEUTICAL
2	SOUFIANE MC-LAREN TOURE
3	ETABLISSEMENT AHMED TIDIANE DIALLO
4	INTER GLOBAL SERVICES SARLU
5	SOCIETE MOBINEK GLOBAL SERVICES
6	SOCIETE NOUR TRANSIT Sarlunipers
7	YOUFAT SARLU
8	ECOFOG
9	SOCOP-SARL
10	NOVA
11	AFRICA MEDICAL SULLPY

12	PROVIDENCE SERVICES SARLU
13	SMAL PARAPHARMACIE
14	PHARMACOM
15	KARTEL DE GUINEE
16	IM TRANSPORT TRANSIT Sarl
17	GUINEE MEDICALE Sarl
18	BAMBA SERVICES
19	GROUPEMENT UNIVERSAL MINING
20	GUINEE MEDICAL STORE
21	SANK SERVICES
22	APAK SERVICES
23	KAMUS Sarl
25	SANA
26	MAISON DU MEDECIN ET DU PARAMEDICAL

27	PHARMACOM
28	EMED GUINEE SARL

La passation du marché sera conduite par voie d'Appel d'offres restreint tel que défini à l'article 28 du code des marchés publics.

Les candidats intéressés peuvent obtenir un jeu complet du dossier d'Appel d'Offres Restreint qui peut être retiré contre un reçu de paiement d'une somme forfaitaire non remboursable de trois millions cinq cent mille (3 500 000 GNF) francs guinéens. Les paiements seront effectués à la Banque Centrale de la République de Guinée comme suit :

- ✓ 50% au compte N°41 110 71 « Receveur Central du Trésor »
- ✓ 30% au compte N°2011000407 de l'ARMP ouvert à la BCRG
- ✓ 20% au compte de l'Autorité contractante

Une redevance de régulation de **0,60%** du montant hors taxes du marché sera prise en charge par l'Attributaire de marché conformément aux dispositions de l'article 41 du Décret D/2020/154/PRG/SGG du 07 Août 2020.

Les frais d'immatriculation du contrat de **0,3%** du montant hors taxes du marché à verser par l'Attributaire sur le compte de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP) conformément aux dispositions de l'arrêté A/2023/1015/MEF/CAB/SGG du 23 Mars 2023, portant attributions, organisation de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics.

Les offres doivent être rédigées en langue française et devront être déposées en quatre (4) exemplaires dont une (1) copie originale et trois (3) copies au Service Passation des Marchés Publics du Ministère de la santé et de l'Hygiène Publique, nouveau siège au 2^{ème} étage à gauche, commune de kaloum au plus tard le **07. / 10. / 2026 à 10 heures 00 mn** et la séance d'ouverture des plis aura lieu à **10 heures 30 mn** le même jour dans la salle de conférence du Ministère de la Santé et de l'hygiène Publique.

Les offres doivent comprendre une garantie bancaire de soumission égale à **1,5%** du montant de l'offre pour chaque lot.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de cent vingt jours (**120 Jrs**) à compter de la date limite de dépôt des offres comme spécifié au point 19.1 des IC et au DPAO.

Les offres seront ouvertes en présence d'un représentant de la DGCMP et des représentants des soumissionnaires qui désirent participer à l'ouverture des plis, les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Une version électronique de l'offre technique (scanné PDF) et financière (sous forma Excel et scanné PDF) sur clé USB (bordereau des prix unitaires).

Veuillez croire, Mesdames et Messieurs, en l'expression de mes salutations distinguées.



[Signature]
Madame Khaïté SALL



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail – Justice – Solidarité

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE 225 kV GUINÉE-MALI (PIEGM)



**APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'AUDIT DE CLOTURE DU PLAN DE GESTION
ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES) DU PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE 225KV
GUINÉE-MALI (PIEGM) (CONSULTANT INDIVIDUEL)**

AMI N° GN-UGP-GUINÉE/PIEGM-563535-CS-INDV

Secteur : Énergie/Environnement

Date de début : 07 septembre 2026

Date de fin : 22 septembre 2026

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Projet d'Interconnexion des réseaux Électriques Guinée-Mali en 225 kV double ternes, fait partie des projets prioritaires du Système d'Echange d'Énergie Électrique Ouest Africain (EEEOA ou WAPP (West African Power Pool), une institution spécialisée de la CEDEAO qui constitue le cadre institutionnel du système électrique régional. L'Interconnexion s'étend du poste de Nzérékoré (Guinée) à celui de Sanankoroba (Mali) et comprend les postes de transformation de Nzérékoré, Beyla, Kérouané, Kankan, Fomi, Sigui et Sanankoroba.

L'objectif du projet est d'assurer le bien-être socio-économique collectif dans la sous-région grâce à une coopération à long terme dans le secteur de l'énergie et, au développement des échanges transfrontaliers d'électricité.

Compte tenu de l'impact majeur du projet sur l'environnement et le milieu humain, une Etude d'Impact Environnementale et Sociale (EIES) assortie d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et d'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) des Personnes Affectées par le Projet, a été réalisée pour minimiser les impacts du projet sur les milieux récepteurs.

Dans le cadre du financement de la Banque mondiale, la clôture des accords de financement est prévue au 31 décembre 2026. Avant cette échéance, le Projet doit disposer d'un état clair et documenté de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).

L'audit de clôture du PGES vise donc à apprécier le niveau réel de conformité environnementale, sociale, santé-sécurité et communautaire du Projet, à vérifier l'effectivité des mesures mises en œuvre, à identifier les écarts résiduels, et à proposer un plan d'actions final permettant une clôture responsable du financement Banque mondiale.

2. OBJECTIF GÉNÉRAL DE LA MISSION :

L'objectif général de la mission est de réaliser un audit indépendant de clôture du PGES du PIEGM, afin d'évaluer le niveau de conformité environnementale et sociale du Projet, d'identifier les engagements résiduels et de proposer les mesures nécessaires pour permettre une clôture conforme aux exigences de la Banque mondiale, de la réglementation nationale guinéenne et des engagements contractuels du Projet. Les impacts résiduels seront intégrés dans le plan d'action post-clôture du projet.

3. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA MISSION :

L'audit devra permettre de :

- Évaluer le niveau de mise en œuvre du PGES, des PGES-Chantier, des plans HSE, du mécanisme de gestion des plaintes, des mesures biodiversité, du reboisement compensatoire du Plan de Conservation du Patrimoine Culturel (PCPC), du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP), de la Gestion de l'emploi local et de tous les engagements sociaux.
- Vérifier la conformité du Projet avec les exigences de la Banque mondiale, la réglementation nationale, les clauses E&S des contrats des entreprises et les engagements pris avec les parties prenantes.
- Identifier les non-conformités ouvertes, les impacts résiduels, les mesures inachevées et les risques pouvant subsister après la clôture du financement Banque mondiale.

- Examiner la gestion des incidents et accidents, y compris les accidents graves ou mortels, les mesures conservatoires, les analyses des causes profondes, les plans d'actions correctives et leur niveau de mise en œuvre.
- Vérifier l'état de remise en état des sites de travaux, bases vie, zones de stockage, pistes d'accès, zones de dépôt, zones d'emprunt, emprises et sites sensibles.
- Évaluer la performance du reboisement compensatoire, des mesures de restauration écologique, des actions de biodiversité et des mesures relatives à l'avifaune.
- Examiner la clôture ou le traitement des plaintes communautaires, des réclamations sociales, des griefs liés aux travaux, aux dommages, à la sécurité communautaire ou à l'accès aux ressources.
- Vérifier la mise en œuvre du code de bonne conduite VBG, EAS, HS et VCE sur l'ensemble des sites du projet.
- Proposer un Plan d'Actions Résiduelles de Clôture du PGES, indiquant les actions à finaliser, les responsables, les coûts estimatifs, les délais, les preuves attendues et les modalités de suivi post-clôture.

Le Gouvernement de Guinée a l'intention d'utiliser une partie des montants du financement pour les services d'un Consultant individuel pour l'audit externe du PGES du PIEGM conformément aux TDRs.

4. NATURE ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS :

L'audit couvrira l'ensemble des composantes E&S, notamment :

L'audit portera sur :

- a- Infrastructures et zones physiques
- b- Thématiques environnementales
- c- Thématiques sociales
- d- Santé, sécurité et conditions de travail
- e- Engagement des parties prenantes et plaintes.

L'audit vérifiera la mise en œuvre Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), la tenue des registres, la qualité du traitement, les délais de résolution, les preuves de clôture et la satisfaction des plaignants. Les politiques opérationnelles de la Banque mondiale exigent l'engagement des parties prenantes tout au long de l'évaluation, de la conception et de la mise en œuvre du projet, ainsi que des moyens accessibles et inclusifs pour recevoir et traiter les plaintes.

5. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

La mission sera conduite par un consultant individuel. Le profil minimal recommandé est le suivant :

Expert principal en sauvegarde environnementale et sociale

- Bac+5 au minimum en environnement, sciences sociales, gestion des risques, génie environnemental ou domaine équivalent ;
- Avoir une certification en audit environnemental et social
- Au moins 10 ans d'expérience en sauvegardes environnementales et sociales et avoir mené au moins 5 missions d'audits dans les 10 dernières années
- Expérience avérée dans les projets financés par la Banque mondiale ;
- Bonne connaissance des Politiques Opérationnelles, des PGES, PAR, MGP, PEPP, HSE et audits E&S ;
- Expérience dans les projets d'infrastructures linéaires, énergie, transport ou lignes électriques serait un atout;
- Bonne Capacité à produire des rapports opérationnels, matrices de conformité et plans d'actions correctives.

Grille d'évaluation des offres

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (TDRs) à l'adresse e-mail ci-après : smpaaegedg2020@gmail.com

N°	Critère d'évaluation	Sous-critères d'appréciation	Score max
1	Formation académique pertinente	Bac+5 minimum en environnement, sciences sociales, gestion des risques, génie environnemental ou domaine équivalent : 8 pts ; formation complémentaire pertinente : 2 pts	10
2	Certification en audit environnemental et social	Certification reconnue en audit environnemental et social, audit E&S, audit ISO 14001/45001, audit de conformité E&S ou équivalent : 10 pts ; certification partielle ou formation courte pertinente : 5 pts ; absence de certification : 0 pt	10
3	Expérience générale en sauvegardes environnementales et sociales	10 ans d'expérience : 7 pts ; 11 à 15 ans : 8 pts ; plus de 15 ans : 10 pts	10
4	Expérience spécifique en audits environnementaux et sociaux	Au moins 5 missions d'audit E&S au cours des 10 dernières années : 35 pts ; 6 à 8 missions : 25 pts ; plus de 8 missions : 35 pts. Les audits de clôture PGES, audits de conformité E&S, audits HSE, audits de performance E&S ou audits de projets financés par les bailleurs seront particulièrement valorisés	35
5	Expérience dans les projets financés par la Banque mondiale	1 à 2 projets financés par la Banque mondiale : 6 pts ; 3 à 5 projets : 8 pts ; plus de 5 projets : 15 pts. Une expérience directe en audit, supervision ou clôture de projets Banque mondiale sera valorisée	15
6	Maîtrise des Politiques Opérationnelles et/ou du Cadre Environnemental et Social de la Banque mondiale, PGES, PAR, MGP, HSE	Connaissance des Politiques Opérationnelles et/ou du CES : 3 pts ; maîtrise des PGES, PAR, MGP et plans HSE : 3 pts ; capacité à analyser la conformité entre engagements, réalisations et preuves : 4 pts	10
7	Expérience dans les infrastructures linéaires, énergie, transport ou lignes électriques	Expérience dans les infrastructures linéaires ou transport : 2 pts ; expérience dans les projets énergie : 1 pts ; expérience spécifique sur lignes électriques, postes électriques, emprises ou travaux en hauteur : 1 pts	5
8	Capacité à produire des rapports opérationnels, matrices de conformité et plans d'actions correctives	Qualité des rapports antérieurs : 3 pts ; capacité à produire des matrices de conformité : 1 pts ; capacité à élaborer des plans d'actions correctives réalistes : 1 pts	5
	Total		100

6. METHODE DE SELECTION

Le Consultant sera sélectionné suivant les méthodes de sélection des consultants individuels par appel à candidature et définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI » de la Banque mondiale, septembre 2025 (7ème édition).

7. DUREE ET LIEU DE LA MISSION

La durée de la mission est de quarante-cinq (45) jours au maximum et se déroulera dans les zones du Projet (Haute Guinée et Guinée Forestière).

8. DOSSIER A FOURNIR

Le dossier de candidature devra comporter les pièces ci-après :

- Une lettre de manifestation d'intérêt signée,
- Le curriculum vitae (CV) détaillé ;
- Les copies des diplômes ;
- Les attestations ou certificats de bonne fin d'exécution de services similaires rendus.

Des vérifications pourraient être faites sur les dossiers fournis.

9. DEPOT DES DOSSIERS DE MANIFESTATION D'INTERET

Les expressions d'intérêt doivent être déposées ou transmises par courrier électronique à l'adresse mentionnée ci-dessous, au plus tard le 22 septembre 2026 à 10 H 00 TU et porter expressément la mention : « Recrutement d'un Consultant individuel pour l'audit du PGES du PIEGM ».

Adresse : Projet d'Interconnexion Electrique en 225kV Guinée-Mali (PIEGM), quartier Téménétaye, commune de Kaloum, Immeuble Kaléta, Conakry, République de Guinée ; Tél : (+224) 622 62 20 85 ; Email : mdy_kakoro@yahoo.fr et copie à smpaaegedg2020@gmail.com.

Fait à Conakry, le 07 septembre 2026

Le Coordonnateur du PIEGM

Mamady KAKORO
4

**NSIA TALENT'AVENIR 2026**


Formation et immersion
entreprise


Mentorats par
des experts


Opportunités
professionnelles

LES CANDIDATURES SONT OUVERTES !

8212 625 00 00 70 666 18 12 82

Suivez-nous   



NSIA
ASSURANCES
Le vrai visage de l'assurance

Doumbouya met son gouvernement sous pression: «un ministre ne gouverne pas depuis son bureau»



Le président de la République, Mamadi Doumbouya, veut voir davantage les membres du gouvernement sur le terrain. Réuni en Conseil des ministres ce jeudi 3 septembre 2026, le

chef de l'État a appelé les ministres à sortir de leurs bureaux pour aller constater directement les réalités auxquelles sont confrontées les populations à l'intérieur du pays.

« Un ministre ne gouverne pas depuis son bureau », a martelé Mamadi Doumbouya, insistant sur la nécessité pour les membres du gouvernement de se

rendre régulièrement dans les différentes localités du pays.

De cette directive présidentielle, aucune zone ne semble devoir être exclue. Préfectures, sous-préfectures, districts et villages sont concernés. Pour le chef de l'État, les responsables publics doivent être au plus près des populations, mais également des projets et infrastructures en cours d'exécution.

Cette orientation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de Simandou 2040, dont elle constitue la cinquième orientation présidentielle. Mamadi Doumbouya entend ainsi faire évoluer le suivi des politiques publiques au-delà des réunions administra-

tives et des rapports produits dans les bureaux.

Les ministres devront désormais aller constater eux-mêmes l'état d'avancement des projets, relever les éventuelles difficultés sur le terrain et recueillir directement les préoccupations des populations.

Cette instruction vient également renforcer le mécanisme de suivi mensuel de l'exécution physique et financière des projets publics, avec pour objectif d'assurer une meilleure efficacité des investissements de l'État et de garantir des résultats concrets au bénéfice des populations.

Guineenews

Raffineries d'alumine en Guinée: **le pari risqué de la transformation locale sans un cadre juridique robuste**



Portée par la vision du président Mamadi Doumbouya de rompre avec plus d'un demi-siècle d'exportation de brut, la Guinée s'achemine vers la transformation locale de sa bauxite. Mais une étude récente de l'ONG Action Mines Guinée, menée avec des membres de la société civile, des responsables de l'administration et de l'Assemblée nationale, interroge la capacité du pays à réellement profiter des dites raffineries d'alumine. C'est du moins ce que nous

retenons de l'entretien accordé à Guineenews par Dr Oumar Totiya Barry, dans la rubrique « Le Grand Décryptage ».

Pour éviter à la Guinée de perdre gros sur un marché où elle a tout à gagner, les services techniques et les consultants éventuels doivent impérativement donner un contenu rigoureux à cette ambition présidentielle.

Un arsenal juridique lacuneux et inadapté

Interrogé sur les risques pour l'État, Dr Oumar Totiya Barry pointe un secteur historiquement « centré sur l'extraction du brut ». Résultat, le dispositif légal actuel est « très lacuneux, fragmenté et flou », naviguant

entre conventions de raffineries, Code minier et Code des investissements, selon l'universitaire.

Cette instabilité, avertit-il, réduit « la capacité de l'État à mobiliser ce corpus législatif pour défendre les intérêts de la Guinée ». Ajoutant surtout qu'en matière fiscale, « c'est pratiquement les dispositions applicables au brut qui ont été transposées à des conventions normalement destinées à la transforma-

tion ». Qu'il s'agisse de la taxe minière ou du taux de contribution au développement local de 0,5 %.

Pire, selon l'invité, alors que la bauxite et l'alumine n'ont pas la même valeur commerciale, certaines conventions exonèrent totalement les sociétés de la taxe à l'exportation. C'est pourquoi Dr Barry prévient « si le produit lui-même n'est pas taxé à l'exportation, ça veut dire que pratiquement les seuls revenus de l'État vont reposer sur l'impôt sur les sociétés qui est très aléatoire. » Et pour y remédier, il suggère « une loi stratégique qui encadre spécifiquement les questions de raffinerie » englobant la fiscalité, les autorisations et la définition de la transformation.

Des risques environnementaux sous-estimés

Sur le plan écologique, les défis sont immenses, entre boues rouges contenant de la soude, centrales à charbon, consommation massive d'eau et foncière. Pour l'universitaire, il existe « une

certaine inadéquation entre les enjeux très complexes des activités de raffinage et le cadre juridique et réglementaire applicable ».

Alors que le projet d'une raffinerie regroupe de multiples sous-composantes (mine, port, chemin de fer, parc à résidus), « réaliser des études singulières pour chacune de ces composantes n'informe pas suffisamment de manière harmonisée et globale la décision publique », selon l'expert. C'est pourquoi, il recommande de réaliser en amont « une évaluation environnementale stratégique globale qui permette de cerner les enjeux globaux et d'orienter davantage la décision publique ».

En tout cas, à l'heure où la Guinée décide d'imposer la transformation locale des minerais, cette ambition passera impérativement par la mise en place d'un cadre juridique et environnemental rigoureux et harmonieux.

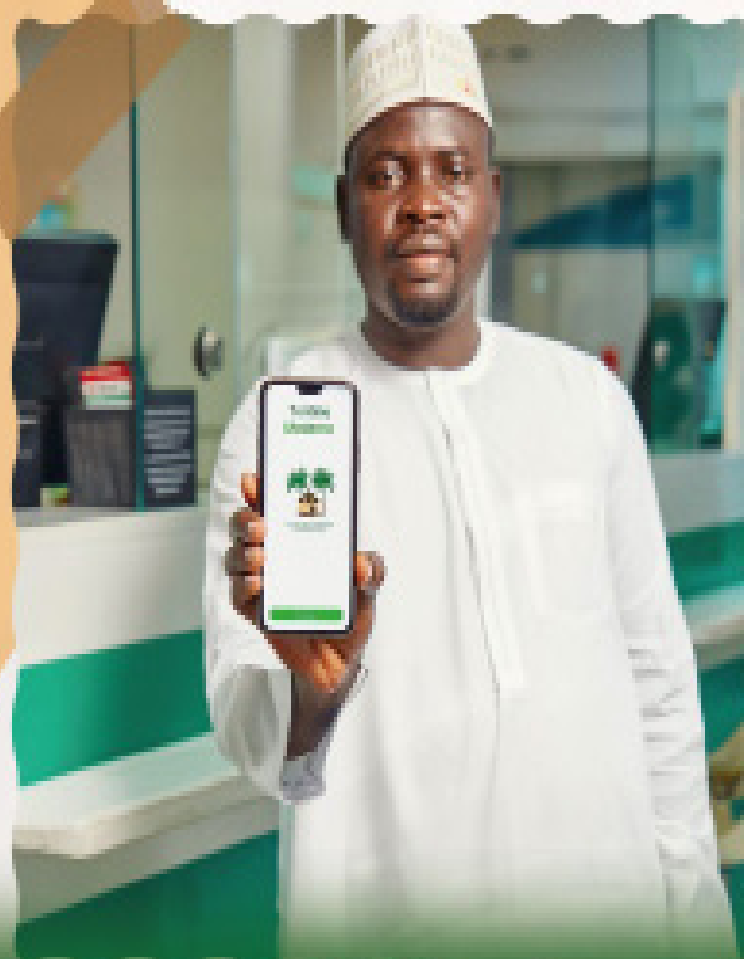
Guineenews



TONTINE MODERNE

ANTICIPER POUR CÉLÉBRER

JANVIER



Si toi de janvier
décides d'activer la Tontine
Moderne du CRG aujourd'hui

JOUR DE TABASKI



... Toi du jour de la Tabaski
n'auras pas à t'inquiéter pour
le prix du bœuf, les bijoux de
la mariée ou la réception.



CREDIT RURAL DE GUINEE

CONTACTEZ- NOUS 626 55 55 55



Ensemble travaillons pour notre réussite
#Meilleure microfinance 2025